



联合国
粮食及
农业组织

Food and Agriculture
Organization of the
United Nations

Organisation des Nations
Unies pour l'alimentation
et l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная организация
Объединенных Наций

Organización de las
Naciones Unidas para la
Alimentación y la Agricultura

منظمة
الغذية والزراعة
للأمم المتحدة

F

CONFÉRENCE RÉGIONALE DE LA FAO POUR L'AFRIQUE

Trente-troisième session

Rabat (Maroc), 26-28 mars et 18-20 avril 2024

Analyse prospective: facteurs et déclencheurs de la transformation des systèmes agroalimentaires en Afrique

Résumé

Pour donner suite aux demandes formulées par le Comité de l'agriculture à sa 28^e session ainsi que par d'autres organes directeurs, la FAO mène actuellement des exercices de prospective en vue de la transformation des systèmes agroalimentaires à tous les niveaux. Cette note d'information présente dans les grandes lignes les résultats obtenus à ce jour dans le cadre de l'exercice de prospective régionale en faveur de systèmes agroalimentaires durables et résilients, qui se déroule actuellement en Afrique, et incite les membres et les autres parties prenantes de la région à participer davantage à la prospective stratégique afin d'étayer les processus décisionnels.

Dans la région, des difficultés subsistent mais il existe aussi des possibilités à court et moyen termes au sein des systèmes agroalimentaires. Dans le cadre conceptuel et méthodologique établi par le récent rapport phare de la FAO intitulé *The future of food and agriculture – Drivers and triggers for transformation* (résumé en français: *L'avenir de l'alimentation et de l'agriculture – Moteurs et déclencheurs de transformation*), des experts régionaux analysent certains moteurs prioritaires (forces motrices) des systèmes agroalimentaires afin de déceler des signes suggérant les évolutions possibles, de déterminer différents scénarios envisageables et de définir des domaines prioritaires mondiaux, ou «déclencheurs de transformation», et des solutions stratégiques pour activer ces derniers.

Les évolutions sous-régionales concernant la population, l'urbanisation et la croissance économique montrent que les problèmes déjà pressants vont en s'aggravant, y compris le caractère endémique de la pauvreté multidimensionnelle et de l'insécurité alimentaire. En outre, la faible productivité du secteur agricole en Afrique par rapport à d'autres régions, à laquelle s'ajoute le changement climatique, accélère la surexploitation et la dégradation des ressources naturelles, ce qui nourrit les conflits et les violences politiques à plusieurs niveaux. Les conflits, l'instabilité politique et les catastrophes naturelles sont autant de facteurs qui accroissent la vulnérabilité des populations, au point de provoquer des déplacements forcés de masse au sein de certains pays et des migrations internationales à grande échelle.

Le présent document peut être consulté à l'adresse www.fao.org.

Si les investissements publics continuent d'être négligés, les approches novatrices en matière de production auront moins de chances de se matérialiser, mais il se pourrait, en revanche, que les écarts relatifs au revenu par habitant, à l'épargne et au potentiel d'investissement accentuent encore plus les disparités entre pays, régions et continents du point de vue de l'intensité capitalistique de l'agriculture. En parallèle, l'apparition de pratiques agroécologiques qui privilégient le capital humain sur le capital physique, ainsi que d'autres approches novatrices, pourrait être le signe avant-coureur d'un éventuel changement de modèle dans les pratiques agricoles. À l'échelle mondiale, les conflits en cours tels que les guerres en Ukraine et au Moyen-Orient mettent en lumière le compromis nécessaire entre l'efficacité (qui repose sur la spécialisation) et la résilience (qui découle de la diversification des activités et des sources de revenu).

L'exercice de prospective régionale s'appuie sur quatre scénarios mondiaux à long terme présentés dans *L'avenir de l'alimentation et de l'agriculture*, afin d'exposer des perspectives nuancées en fonction de la situation régionale. Pour favoriser la durabilité et la résilience des systèmes agroalimentaires à l'avenir, la FAO a défini quatre «déclencheurs de transformation», qui doivent être activés au moyen de stratégies, de politiques et de changements de comportement adéquats: i) institutions et gouvernance; ii) sensibilisation des consommateurs (citoyens); iii) répartition des revenus et des richesses; et iv) technologies et approches novatrices.

Les résultats préliminaires de l'exercice de prospective régionale ont fait apparaître des éléments qui viennent nuancer ces déclencheurs, et qu'il convient de préciser au niveau national pour les pays à revenu élevé et les pays à revenu faible ou intermédiaire. Les pays à revenu intermédiaire se trouvent à la croisée des chemins. Ils peuvent suivre le modèle de développement non durable adopté par les pays à revenu élevé, et ainsi contribuer fortement à la dégradation des ressources naturelles, à l'aggravation du changement climatique et à l'apparition d'inégalités incontrôlables, comme dans le scénario «course à l'abîme» présenté dans *L'avenir de l'alimentation et de l'agriculture*. Ils peuvent aussi, à l'inverse, adopter des modèles de développement novateurs ouvrant des perspectives d'avenir plus durables, conformément au scénario «choix de la durabilité», surtout si les pays à revenu élevé montrent le bon exemple.

Les activités de prospective stratégique de la FAO devraient bénéficier de l'appui des membres et, réciproquement, les membres pourraient tirer parti des résultats de la prospective stratégique pour cadrer et alimenter leurs processus décisionnels stratégiques visant la transformation des systèmes agroalimentaires.

Pour toute question relative au contenu du présent document, prière de s'adresser au:

Secrétariat de la Conférence régionale de la FAO pour l'Afrique

ARC-Secretariat@fao.org

I. Les défis à court et à long termes pour les pays de la région

1. Le court-termisme et la dynamique de l'économie politique ont mis à mal les recettes fiscales et la marge de manœuvre budgétaire, la croissance inclusive et les investissements dans l'innovation. Une croissance économique instable, des investissements publics faibles et une redistribution inefficace des richesses ont creusé les inégalités.
2. Les tensions géopolitiques et géoéconomiques, les inégalités croissantes, la dégradation des écosystèmes et le changement climatique pourraient obliger les pays à arbitrer entre l'efficacité à court terme et la résilience à long terme, ce qui montre qu'il leur est nécessaire de pouvoir compter sur leurs propres processus de production et de favoriser une transformation des produits agricoles sur leur territoire. De telles évolutions pourraient avoir des répercussions sur les flux commerciaux et financiers. Pour parvenir à la durabilité, la décarbonation des économies pourrait nécessiter des investissements considérables.
3. Le fait de réévaluer les systèmes agroalimentaires nationaux afin de réduire leur dépendance à l'égard du contexte extérieur, qui découle également des perturbations récurrentes des canaux d'approvisionnement, peut avoir une incidence quant aux prix relatifs des biens sur le marché intérieur, y compris les aliments et les facteurs de production. Dans le même temps, les conflits géopolitiques peuvent accroître le coût du service de la dette extérieure et de l'importation de denrées alimentaires et d'intrants agricoles.
4. La détérioration des taux de change a eu des retombées sur les prix alimentaires, en particulier dans les pays importateurs. Un endettement persistant pourrait creuser davantage les écarts entre la région et les pays à revenu élevé. Les économies fragiles sont particulièrement exposées au surendettement¹ et subissent les effets des changements de la politique monétaire mondiale et de l'évolution des taux d'intérêt.
5. Les groupes de la société civile ont sans doute les moyens de susciter et de compléter l'action des pouvoirs publics. L'adoption d'approches fondées sur l'économie circulaire dans le secteur agricole, l'intégration des savoirs des populations autochtones² et la prise en compte des pratiques agroalimentaires traditionnelles, les mesures visant à prévenir la modification des modes de consommation au profit d'aliments moins nutritifs et à maintenir l'obésité et le surpoids en deçà des niveaux mondiaux³, ainsi que le renforcement de la coopération régionale, sont des pistes à étudier.
6. Les phénomènes météorologiques extrêmes, notamment les sécheresses et les inondations, mettent en péril les conditions de vie et les économies. Les petites îles et les régions côtières sont extrêmement vulnérables à l'élévation du niveau de la mer. En ce qui concerne l'agriculture, le changement climatique a déjà commencé à renforcer la dégradation des écosystèmes et l'érosion, la réduction de la fertilité des sols et l'appauvrissement de la biodiversité, en particulier là où dominant l'agriculture classique, à savoir la monoculture. L'utilisation en grande quantité de pesticides non homologués ou interdits et considérés comme extrêmement dangereux présente également de graves

¹ La liste des pays à faible revenu en situation de surendettement établie par le Fonds monétaire international dans le cadre de l'évaluation de la viabilité de la dette, arrêtée au 30 novembre 2023, peut être consultée (en anglais) à l'adresse suivante: <https://www.imf.org/external/pubs/ft/dsa/dsalist.pdf>.

² L'Afrique abrite 16,3 pour cent des personnes autochtones de la planète, ce qui représente la deuxième plus forte concentration de population autochtone au monde. <https://www.fao.org/indigenous-peoples/fr/>.

³ Reardon, T., Tschirley, D., Liverpool-Tasie, L. S. O., Awokuse, T., Fanzo, J., Minten, B., et Popkin, B. M. (2021). «The processed food revolution in African food systems and the double burden of malnutrition». *Global Food Security*, 28, 100466.

risques pour la santé humaine⁴ et l'environnement⁵. Dans l'ensemble, les coûts environnementaux qui ne sont pas soumis à taxation, suscitent de vives préoccupations.

7. Les États d'Afrique sont confrontés à ces réalités pressantes, accentuées par les particularités qui concernent l'ensemble de la région. La population africaine ne cesse de croître, et les villes se multiplient et s'étendent. Cependant, dans de nombreux pays africains, l'urbanisation rapide ne s'est pas accompagnée d'une amélioration sensible de la productivité ni du dynamisme des secteurs non agricoles. Faute de transformation structurelle, le caractère endémique de la pauvreté et les situations d'urgence préexistantes en matière de sécurité alimentaire se trouvent accentués.

8. Les sous-régions d'Afrique diffèrent considérablement les unes des autres. L'Afrique australe enregistre le taux de croissance démographique le plus faible et la meilleure performance économique, grâce à une certaine diversification. Les économies d'Afrique de l'Est et d'Afrique de l'Ouest, quant à elles, sont très exposées à la pauvreté et aux crises alimentaires du fait des conflits en cours, des conditions météorologiques instables et de la forte dépendance à l'égard des ressources naturelles et de la production agricole. L'Afrique centrale demeure la sous-région la plus pauvre en dépit de la diversité de ses ressources naturelles et de son emplacement stratégique du point de vue du commerce sous-régional.

9. Malgré une dépendance considérable à l'égard de l'agriculture, la productivité de ce secteur reste très faible. L'absence d'innovation et le manque de matériel technologique accentuent la pression sur les ressources naturelles et les conflits liés aux combustibles, principalement dans les zones rurales, où la disponibilité des ressources naturelles est aussi mise à mal par les effets du changement climatique.

10. Devant ces enjeux, il devient crucial de passer d'une vision à court terme à une approche plus stratégique à long terme.

II. Contexte de l'exercice de prospective stratégique régionale

11. À la suite des appels lancés par le Comité de l'agriculture⁶ à sa 28^e session en faveur d'un renforcement des capacités et des activités relatives à la prospective stratégique, la FAO mène actuellement des exercices de prospective aux fins de la transformation des systèmes agroalimentaires à tous les niveaux. Dans cet effort, l'Organisation s'appuie sur le cadre conceptuel et méthodologique établi dans son récent rapport phare, intitulé *L'avenir de l'alimentation et de l'agriculture – Moteurs et déclencheurs de transformation*⁷ (résumé en français), qui fait fond sur l'exercice de prospective stratégique mené par la FAO pour la période 2020-2022. Cette approche souligne la complémentarité entre prospective qualitative et prospective quantitative; c'est pourquoi la FAO renforce ses capacités en matière d'analyse quantitative et de modélisation afin d'aider les membres à mieux anticiper les scénarios futurs dans le cadre de la prise de décisions stratégiques.

12. Dans ce contexte, le Bureau régional pour l'Afrique et les autres bureaux régionaux de la FAO participent à un exercice de prospective régionale sur l'avenir des systèmes agroalimentaires, avec le soutien du réseau de prospective de l'Organisation, qui comprend plusieurs bureaux et divisions.

13. L'exercice vise à: i) mettre au point des visions et des actions stratégiques aux niveaux régional et sous-régional pour amener les systèmes agroalimentaires vers la durabilité et la résilience; ii) enrichir les bilans communs de pays des Nations Unies et les cadres de programmation par pays de

⁴ Les cas d'auto-intoxication surviennent principalement dans les zones rurales des pays à revenu faible ou intermédiaire d'Afrique. Programme des Nations Unies pour l'environnement (2022). *Synthesis Report on the Environmental and Health Impacts of Pesticides and Fertilizers and Ways to Minimize Them*. Genève. <https://wedocs.unep.org/xmlui/bitstream/handle/20.500.11822/38409/pesticides.pdf>.

⁵ Bertrand, P. G. (2019). *Uses and misuses of agricultural pesticides in Africa: neglected public health threats for workers and population. In Pesticides-use and misuse and their impact on the environment*. 1-14. <https://doi.org/10.5772/intechopen.84566>.

⁶ <https://www.fao.org/3/nj008fr/nj008fr.pdf>.

⁷ FAO (2022). *The future of food and agriculture – Drivers and triggers for transformation*. FAO. Rome. <https://www.fao.org/3/cc0959en/cc0959en.pdf>.

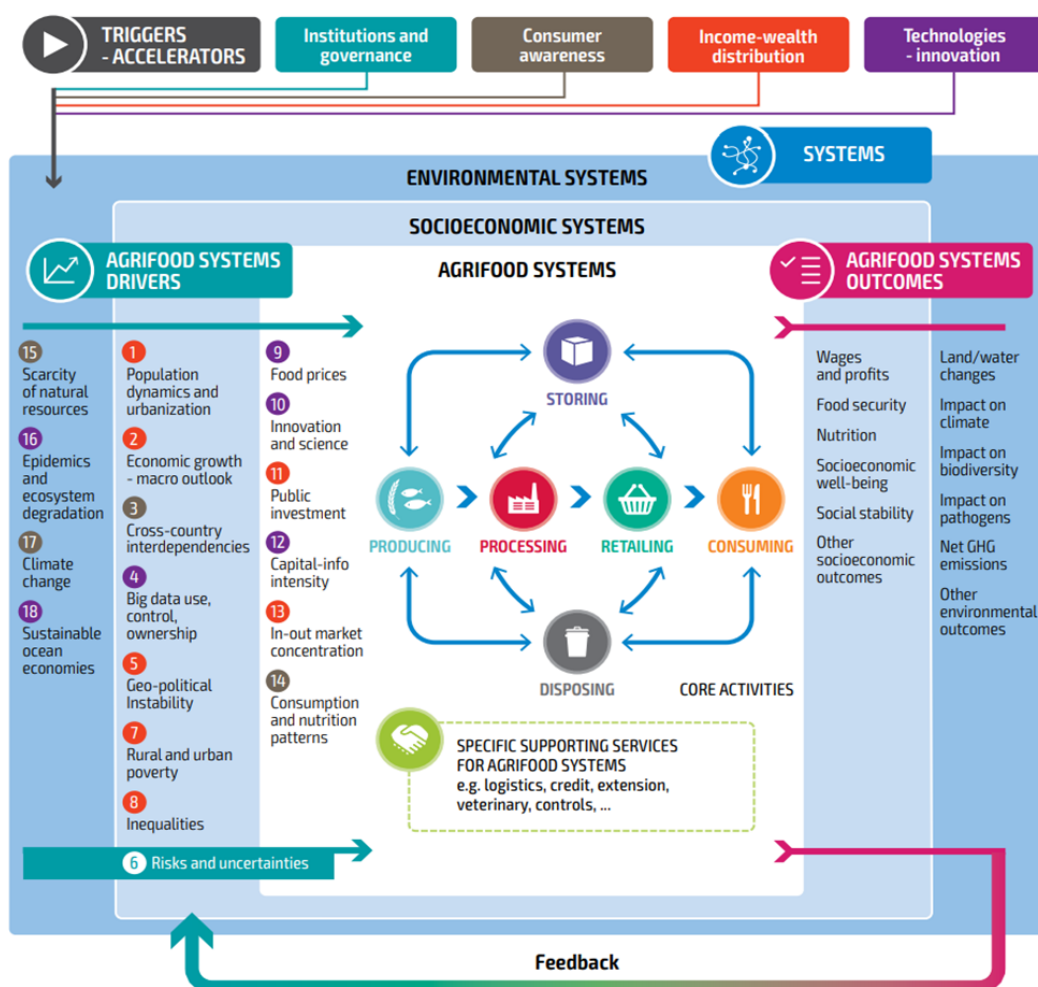
la FAO et iii) renforcer les capacités institutionnelles en matière d'exercices de prospective stratégique à tous les niveaux.

14. L'exercice de prospective régionale fournit une évaluation détaillée des relations dynamiques qui existent dans la région entre les systèmes agroalimentaire, socioéconomique et environnemental (**Figure 1**), au moyen d'un processus analytique par étape prenant en compte:

- les **principaux moteurs** (forces motrices) des systèmes agroalimentaires;
- les **signaux faibles** des scénarios possibles⁸;
- les **scénarios** possibles pour l'avenir fondés sur les signaux faibles;
- les **déclencheurs de transformation** – domaines d'action prioritaires susceptibles de transformer les systèmes agroalimentaires;
- les **solutions stratégiques et les politiques** permettant d'activer les principaux déclencheurs de transformation.

15. La présente note d'information expose les résultats obtenus à ce jour dans le cadre de l'exercice de prospective régionale et invite les membres et les autres parties prenantes régionales à s'engager davantage sur la voie de la prospective stratégique.

Figure 1. Systèmes agroalimentaires: principaux moteurs, activités, effets et déclencheurs de transformation



⁸ Dans les études prospectives, l'expression «signaux faibles», empruntée aux systèmes d'alerte rapide stratégique, fait référence à des événements qui pourraient prendre de l'ampleur et être déterminants pour l'avenir, ou bien s'amenuiser et devenir négligeables.

Note: Les systèmes agroalimentaires (fond blanc au centre) s'inscrivent dans le contexte plus large des systèmes socioéconomiques et environnementaux (fonds bleu ciel et bleu foncé). Les moteurs (partie gauche du graphique) influencent les résultats des systèmes agroalimentaires (partie droite). Les déclencheurs de transformation (en haut) influent sur les systèmes agroalimentaires en raison de leurs incidences sur certains moteurs.

Source: FAO. 2022. *The future of food and agriculture – Drivers and triggers for transformation*. The future of food and agriculture n° 3. Rome. <https://www.fao.org/3/cc0959en/cc0959en.pdf>, sur la base du modèle F4F <https://foresight4food.net/food-systems-model/>.

III. Moteurs des systèmes agroalimentaires dans la région

16. À l'issue de plusieurs cycles de consultations, des experts régionaux sont convenus de choisir neuf moteurs prioritaires pour les systèmes agroalimentaires de la région Afrique⁹ sur les 18 moteurs mondiaux proposés dans *L'avenir de l'alimentation et de l'agriculture*, tel qu'indiqué dans le **Tableau 1**. Ces moteurs ont été définis comme étant les plus pertinents et les plus efficaces dans la région Afrique. Il convient de noter qu'ils interagissent les uns avec les autres, s'influençant mutuellement de manière dynamique. L'analyse des tendances évolutives de chaque moteur ainsi que des interactions entre eux permet de mieux comprendre les résultats passés et récents des systèmes agroalimentaires, ainsi que l'influence exercée sur eux par les systèmes socioéconomiques et environnementaux. De surcroît, elle laisse entrevoir les potentielles tendances futures (signaux faibles).

Tableau 1. Moteurs prioritaires des systèmes agroalimentaires pour l'Afrique

Moteur prioritaire	Moteurs connexes
Dynamique démographique et urbanisation (moteur 1)	Modes de consommation et de nutrition (moteur 14) Pauvreté rurale et urbaine (moteur 7)
Croissance économique, transformation structurelle et stabilité macroéconomique (moteur 2)	Inégalités (moteur 8)
Relations d'interdépendance entre pays (moteur 3)	
Instabilité géopolitique et conflits (moteur 5)	Risques et incertitudes (moteur 6)
Prix des produits alimentaires (moteur 9)	Concentration des marchés (moteur 13)
Innovation et science (moteur 10)	Utilisation, contrôle et propriété des mégadonnées (moteur 4) Intensité capitaliste/informationnelle des processus de production (moteur 12)
Investissements publics et privés (moteur 11)	
Pénurie et dégradation des ressources naturelles (moteur 15)	Économies océaniques durables (moteur 18)
Changement climatique (moteur 17)	Épidémies et dégradation des écosystèmes (moteur 16)

⁹ La région Afrique désigne l'Afrique subsaharienne. Les analyses réalisées aux niveaux régional et sous-régional concernent quatre sous-régions: l'Afrique centrale (Cameroun, Congo, Gabon, Guinée équatoriale, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Sao Tomé-et-Principe, Tchad); l'Afrique de l'Est (Burundi, Djibouti, Érythrée, Éthiopie, Kenya, Ouganda, Rwanda, Somalie, Soudan du Sud); Afrique australe (Afrique du Sud, Angola, Botswana, Comores, Eswatini, Lesotho, Madagascar, Malawi, Maurice, Mozambique, Namibie, République-Unie de Tanzanie, Zambie, Zimbabwe); et Afrique de l'Ouest (Bénin, Burkina Faso, Cabo Verde, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Libéria, Mali, Niger, Nigéria, Sénégal, Sierra Leone, Togo). Pour plus de détails sur les groupes de pays, voir le [tableau de bord des données du rapport sur L'avenir de l'alimentation et de l'agriculture](#).

Note: La colonne de gauche contient les moteurs prioritaires choisis pour la région Afrique et la colonne de gauche les moteurs liés à chacun des moteurs prioritaires.

Source: FAO. 2024. *Regional Foresight Report for Africa*. En cours de rédaction. Non publié.

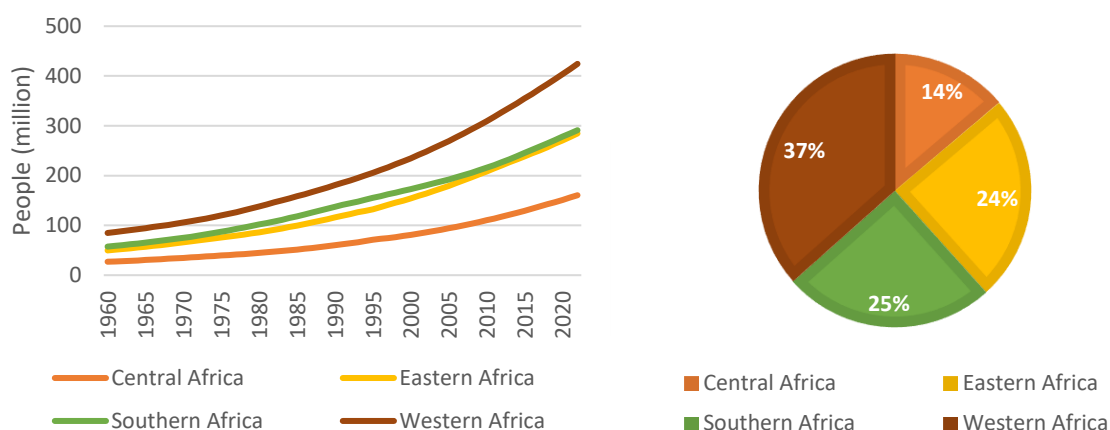
IV. Moteurs clés et signaux faibles connexes

17. Des analyses quantitatives des principaux moteurs ont été réalisées à l'aide du tableau de bord interactif des données relatives au rapport sur *L'avenir de l'alimentation et de l'agriculture*¹⁰, dans le but de compléter les évaluations des experts et de déterminer les «signaux faibles» des scénarios possibles. Les principales conclusions préliminaires relatives aux moteurs prioritaires de la région et à leurs interactions sont résumées ci-après¹¹.

Dynamique démographique, urbanisation, croissance économique et inégalités

18. Depuis 1960, la population africaine ne cesse de croître. Néanmoins, des disparités persistent entre sous-régions. Actuellement, plus de 37 pour cent de la population totale se concentre en Afrique de l'Ouest (**Figure 2**). À mesure que la population augmente, sa structure démographique évolue: entre 1950 et 2020, l'âge moyen est passé de 19,1 à 18,7 ans, alors qu'on constate un vieillissement de la population mondiale, dont l'âge moyen est passé de 23 à 31 ans¹² sur la même période.

Figure 2. La population d'Afrique sur la période 1960-2022 et en 2022, par sous-région



Source: Auteurs du présent document, sur la base de Division de la population de l'ONU, consulté au moyen du [tableau de bord interactif des données relatives au rapport sur L'avenir de l'alimentation et de l'agriculture](#).

Note: Les pays à revenu élevé ne sont pas inclus dans les agrégats sous-régionaux. Le graphique de gauche indique la population totale des sous-régions africaines. Le diagramme circulaire de droite illustre la part que représente la population de chaque sous-région pour la dernière année disponible (2022).

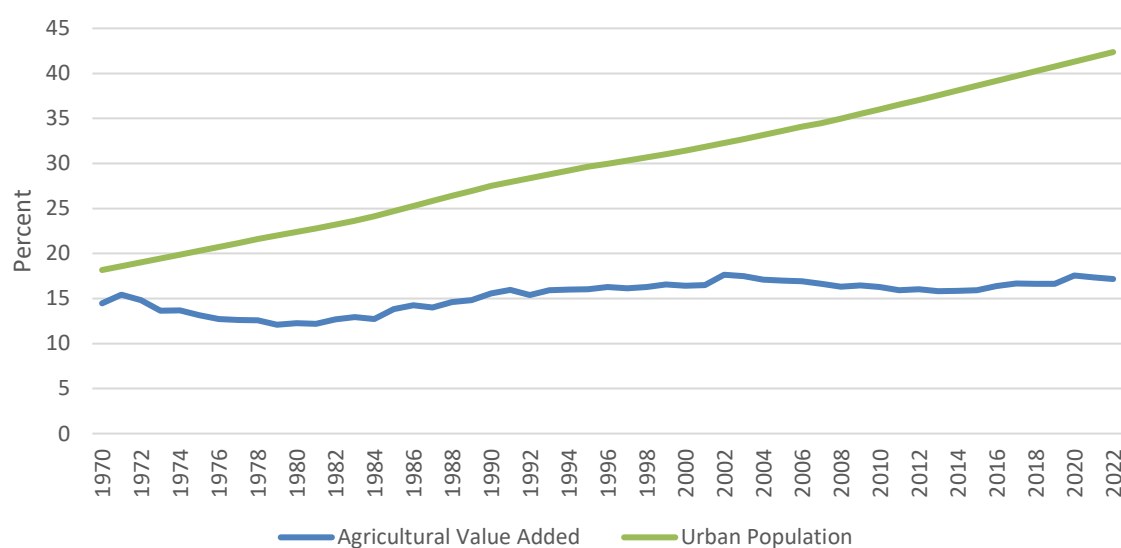
¹⁰ <https://foodandagricultureorganization.shinyapps.io/FOFA-DASHBOARD/>.

¹¹ Cette note d'information reprend un certain nombre d'analyses préliminaires concernant les moteurs. Les analyses seront disponibles en intégralité dans le rapport de prospective régionale, qui est en cours d'élaboration dans le cadre de l'exercice de prospective régionale.

¹² Données établies par la Division de la population de l'Organisation des Nations Unies (ONU), dans le cadre des Perspectives de la population mondiale: [version révisée de 2022 \(publiée en 2023\)](#).

19. Étant donné que sa population urbaine croît davantage que sa population rurale, l'Afrique risque de se trouver bloquée dans une sorte d'«urbanisation sans industrialisation»¹³, processus dans lequel la contribution de l'agriculture à l'économie demeure stable et constante, tandis que la population urbaine augmente (**figure 3**). Cette situation reflète une progression plus lente de la productivité de la main-d'œuvre dans les secteurs non agricoles (**figure 4**), qui ne parviennent pas à absorber la quantité grandissante de main-d'œuvre découlant de la croissance de la population urbaine, que viennent grossir des ruraux à la recherche d'un emploi et de revenus plus élevés. Cette situation est typique des pays disposant d'une grande quantité de ressources naturelles qui sont les principaux facteurs de la croissance, comme l'Angola, la Guinée équatoriale et la Zambie.

Figure 3. Évolution de la valeur ajoutée agricole (en proportion du produit intérieur brut [PIB] en USD constants de 2015) et population urbaine (1970-2022)

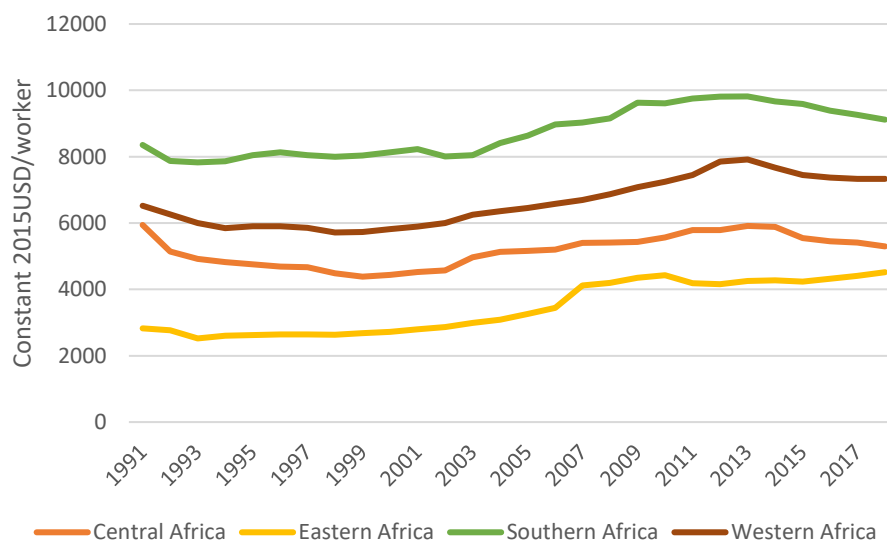


Source: Auteurs du présent document. Valeur ajoutée agricole fondée sur les données FAOSTAT, consultées au moyen du [tableau de bord interactif des données relatives au rapport sur L'avenir de l'alimentation et de l'agriculture](#) et population urbaine basée sur les données de la Division de la population de l'ONU.

Note: Les pays à revenu élevé ne sont pas inclus dans les agrégats régionaux. La valeur ajoutée agricole en proportion du PIB (en USD constants de 2015) correspond aux divisions 01 à 03 de la Classification internationale type, par industrie, de toutes les branches d'activité économique (CITI, révision 4) et englobe les forêts, la pêche, les cultures et l'élevage. La population urbaine comprend les personnes vivant en zone urbaine, selon les critères définis par les services nationaux de statistique.

¹³ Gollin, D., Jedwab, R., et Vollrath, D. (2016). «Urbanization with and without industrialization». *Journal of Economic Growth* **21**, 35-70 2016. <https://doi.org/10.1007/s10887-015-9121-4>.

Figure 4. Productivité de la main-d'œuvre (en USD constants de 2015 par travailleur) dans les secteurs non agricoles, par sous-région d'Afrique (1991-2018)



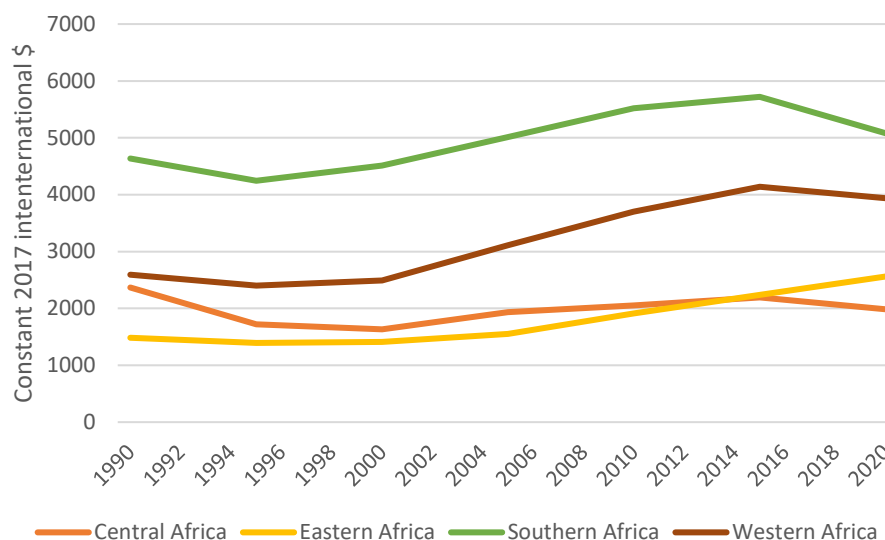
Source: Auteurs du présent document, sur la base des données de FAOSTAT et de la Division de la population de l'ONU, consultées au moyen du [tableau de bord interactif des données relatives au rapport sur L'avenir de l'alimentation et de l'agriculture](#).

Note: Les pays à revenu élevé ne sont pas inclus dans les agrégats sous-régionaux. La productivité de la main-d'œuvre dans les secteurs non agricoles représente la valeur de la production par unité de main-d'œuvre. Elle correspond à la différence entre le PIB et la valeur ajoutée, divisée par le nombre de personnes employées dans les secteurs non agricoles.

20. Malgré la forte croissance économique enregistrée au cours des 10 dernières années, le PIB par habitant en Afrique demeure le plus faible au monde et ne semble pas se rapprocher de celui des pays à revenu élevé ni de celui des autres régions¹⁴. À cela s'ajoutent d'importantes disparités économiques et des dynamiques divergentes entre sous-régions (**figure 5**). Bien que la position de chef de file de l'Afrique australe s'explique par la disponibilité de certaines ressources – hydrocarbures et minerais rares, par exemple – et par la plus grande diversification des économies, l'Afrique de l'Est est la seule sous-région où l'on observe une tendance à la hausse ces dernières années, grâce à la performance économique du Kenya, du Rwanda et de la République-Unie de Tanzanie.

¹⁴ FAO. 2022. *The future of food and agriculture – Drivers and triggers for transformation*. The future of food and agriculture n° 3. FAO. Rome. Figure 1.12, p. 34.

Figure 5. PIB par habitant en parité de pouvoir d'achat (PPA) (USD internationaux constants de 2017), par sous-région d'Afrique (1990-2022)



Source: Auteurs du présent document, sur la base de données de la Banque mondiale consultées au moyen du [tableau de bord interactif des données relatives au rapport sur L'avenir de l'alimentation et de l'agriculture](#).

Note: Les pays à revenu élevé ne sont pas inclus dans les agrégats régionaux et sous-régionaux. Le PIB par habitant (en USD internationaux constants de 2017) en PPA est le PIB converti en USD internationaux au moyen des taux de PPA.

21. La répartition inégale des revenus entre régions et au sein de la région entraîne une forte prévalence de la pauvreté en Afrique, qui se répercute sur les habitudes alimentaires des ménages. Le pourcentage de personnes vivant avec moins de 1,90 USD (en PPA de 2011) par jour est invariablement supérieur à la moyenne mondiale. En 2021, 78 pour cent de la population africaine n'avait pas les moyens de s'alimenter sainement, contre 42 pour cent de la population mondiale¹⁵. En Afrique, le coût moyen d'une alimentation saine a augmenté au fil du temps, atteignant 3,57 USD en PPA par personne et par jour en 2021. Cela signifie que non seulement les pauvres, mais aussi une part importante des habitants qui ne sont pas considérés comme pauvres, n'ont pas les moyens de manger sainement.

22. **Signaux faibles des scénarios possibles.** La population africaine croît rapidement. Le phénomène d'urbanisation sans industrialisation, les disparités économiques qui demeurent entre sous-régions et le caractère endémique de la pauvreté peuvent être autant de signes de l'absence de transformation socioéconomique structurelle et de la persistance des difficultés rencontrées et des résultats obtenus au cours des 40 dernières années. L'aggravation des crises alimentaires et la pauvreté multidimensionnelle sont toujours les défis les plus pressants.

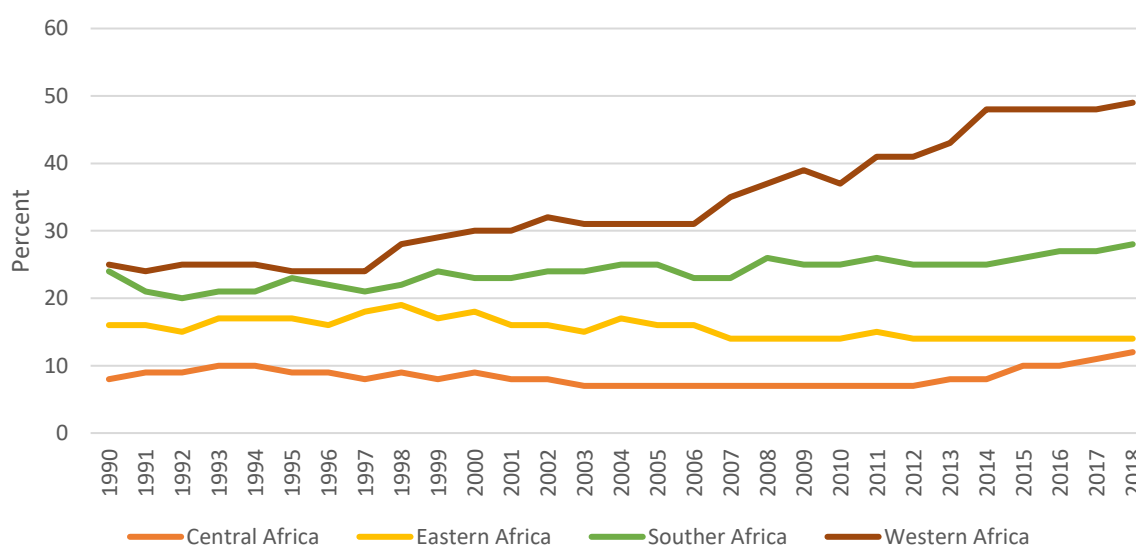
Transformation agricole et investissements publics

23. En Afrique, la productivité de la main-d'œuvre du secteur agricole par rapport à celle du reste de l'économie s'est caractérisée par des disparités considérables entre sous-régions au cours des dernières décennies (**figure 6**). En Afrique de l'Ouest, on observe une forte hausse, principalement due à l'augmentation de la productivité agricole face à la productivité faible et stagnante des activités non agricoles. Dans les trois autres sous-régions, la productivité agricole relative est bien moins élevée

¹⁵ FAO, CEA, CUA et PAM (2023). *Afrique – Aperçu régional de la sécurité alimentaire et de la nutrition 2023: Statistiques et tendances*. Accra, FAO.

et suit des schémas différents. En Afrique australe, une productivité agricole relativement élevée mais stagnante s'accompagne d'une productivité non agricole beaucoup plus élevée mais tout aussi stagnante. En Afrique de l'Est, une productivité agricole extrêmement faible et stagnante est associée à une productivité non agricole plus élevée et croissante. En Afrique centrale, la productivité agricole, encore très basse, croît légèrement et la productivité non agricole est relativement élevée mais stagne. Globalement, ces différences de niveau et d'évolution de la productivité agricole comparée à la productivité non agricole indiquent que les secteurs non agricoles ne jouent pas le même rôle dans tous les systèmes économiques sous-régionaux s'agissant de déterminer la dynamique à l'œuvre¹⁶.

Figure 6. Productivité de la main-d'œuvre dans l'agriculture par rapport au reste de l'économie, par sous-région d'Afrique (1990-2018)

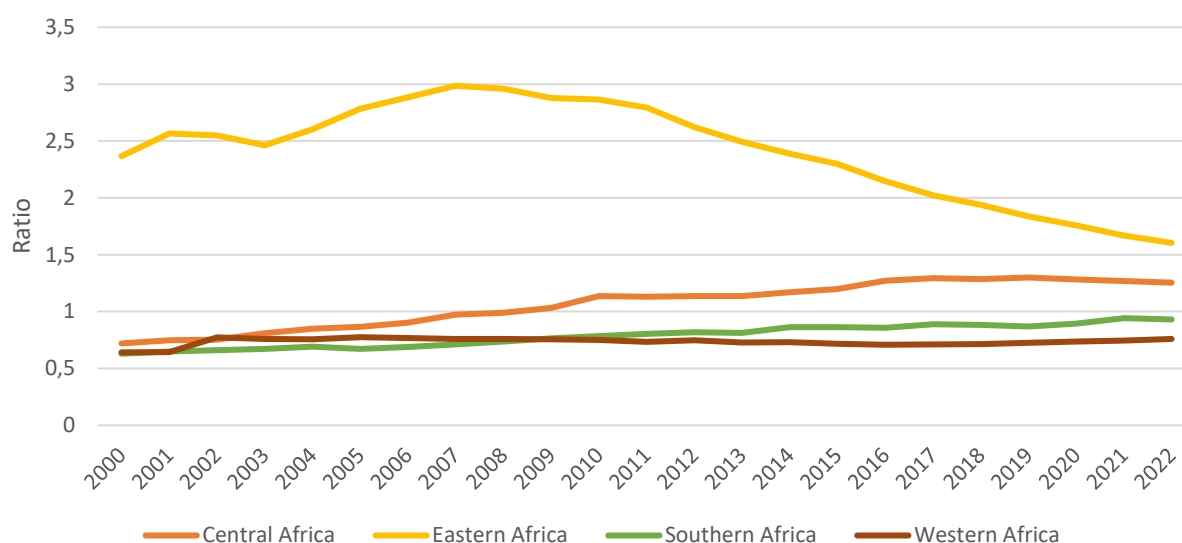


Source: Auteurs du présent document, sur la base de FAOSTAT, consulté au moyen du [tableau de bord interactif des données relatives au rapport sur L'avenir de l'alimentation et de l'agriculture](#).

Note: Les pays à revenu élevé ne sont pas inclus dans les agrégats sous-régionaux. La productivité relative de la main-d'œuvre dans l'agriculture est calculée en divisant la productivité de la main-d'œuvre agricole par la productivité de la main-d'œuvre dans le reste de l'économie, ces deux grandeurs étant exprimées en USD constants de 2015 par travailleur et multipliées par 100. L'Afrique de l'Est n'englobe pas Djibouti, la Somalie ni le Soudan du Sud car des données ne sont pas disponibles pour toutes les périodes.

24. À l'inverse des tendances divergentes en matière de productivité de la main-d'œuvre qui sont illustrées à la **figure 6**, les sous-régions d'Afrique convergent actuellement vers un niveau similaire de productivité du capital agricole, sachant qu'une transformation structurelle est en train de s'opérer en Afrique de l'Est grâce aux investissements croissants dans le capital agricole consentis par l'Éthiopie, le Kenya, l'Ouganda et le Rwanda à partir de 2010 (**figure 7**). La baisse de la productivité du capital agricole en Afrique de l'Est s'explique par l'augmentation du capital social en Éthiopie, au Kenya, en Ouganda et au Rwanda, tandis que sa hausse en Afrique centrale est due à l'association entre la stagnation du capital social agricole et l'augmentation de la valeur ajoutée agricole.

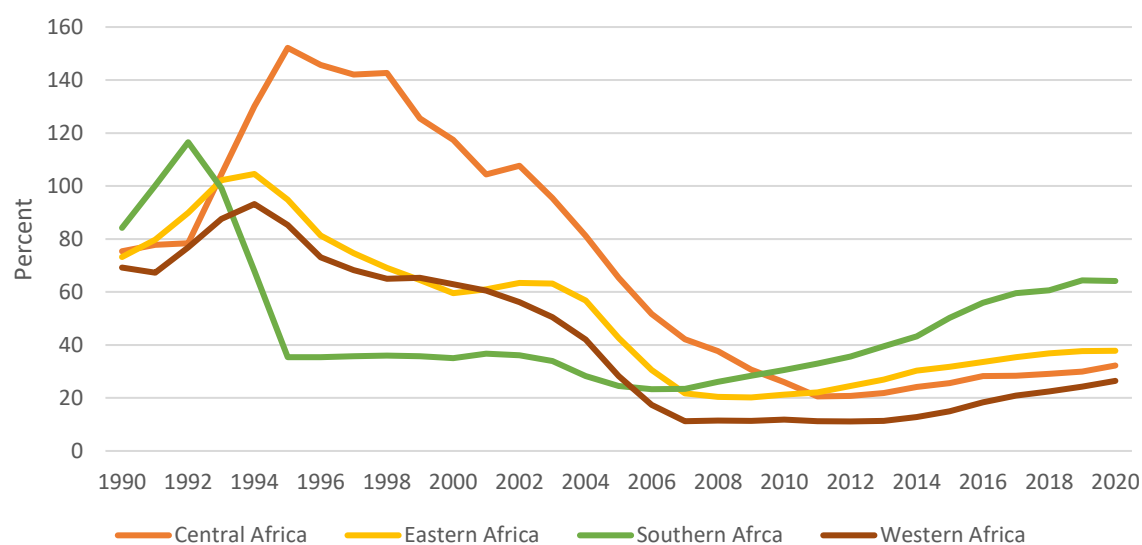
¹⁶ Une analyse détaillée de la productivité de la main-d'œuvre dans chaque sous-région est fournie dans le rapport de prospective régionale en cours d'élaboration.

Figure 7. Productivité du capital agricole, par sous-région d'Afrique (2000-2022)

Source: Auteurs du présent document, sur la base de FAOSTAT, consulté au moyen du [tableau de bord interactif des données relatives au rapport sur L'avenir de l'alimentation et de l'agriculture](#).

Note: Les pays à revenu élevé ne sont pas inclus dans les agrégats sous-régionaux. La productivité du capital agricole correspond au rapport entre la valeur ajoutée agricole et le capital social agricole net, exprimés tous les deux en USD constants de 2015. L'Afrique de l'Est ne comprend pas l'Érythrée car les données issues de la source d'origine n'étaient pas disponibles pour certaines périodes.

25. L'une des problématiques centrales concernant le capital est que l'Afrique doit presque toujours importer les machines et les intrants intermédiaires nécessaires à l'emploi de technologies à forte productivité. Cela peut se traduire par un déficit commercial à compenser, conjugué à un apport net de fonds de l'étranger¹⁷. Les financements extérieurs, qui constituent un engagement financier à l'égard du reste du monde, accroissent la dette extérieure, qui a bondi dans les années 1990 et connaît actuellement une nouvelle hausse, en particulier en Afrique australe, après une décennie de fléchissement au début des années 2000 (**figure 8**).

Figure 8. Stock de la dette extérieure en proportion (pourcentage) du revenu national brut (RNB), par sous-région d'Afrique (1990-2020)

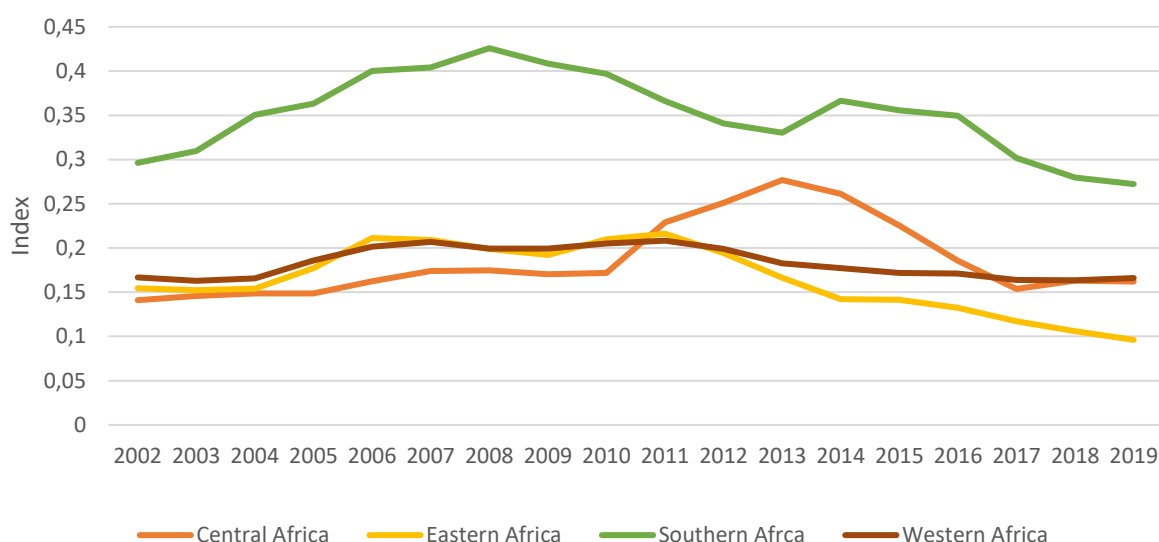
¹⁷ FAO (2022), *The future of food and agriculture – Drivers and triggers for transformation*. The future of food and agriculture n° 3. Rome, FAO.

Source: Auteurs du présent document, sur la base de données de la Banque mondiale consultées au moyen du [tableau de bord interactif des données relatives au rapport sur L'avenir de l'alimentation et de l'agriculture](#).

Note: Les pays à revenu élevé ne sont pas inclus dans les agrégats régionaux et sous-régionaux. Le stock de la dette extérieure en proportion du RNB correspond au rapport entre le stock total de la dette extérieure et le RNB. Le graphique illustre la moyenne glissante sur trois ans de l'indicateur correspondant à chaque agrégat sous-régional.

26. Parmi les facteurs expliquant les divergences relatives à la productivité de la main-d'œuvre et du capital du secteur agricole entre sous-régions figurent les disparités quant à la mise à disposition de ressources publiques. L'indice d'orientation agricole largement inférieur à 1 (**figure 9**) montre clairement que les gouvernements sous-financent l'agriculture au regard de la contribution de ce secteur au PIB. Seule une minorité de pays (trois ou quatre) sont en bonne voie pour atteindre la cible relative aux investissements publics dans l'agriculture au titre de la Déclaration de Malabo¹⁸. Cela peut considérablement limiter les dépenses publiques dans la recherche agronomique. Les pays qui allouent une plus grande part de leurs dépenses à la recherche-développement et à la vulgarisation obtiennent de meilleurs résultats à long terme que ceux qui investissent de manière excessive dans des biens privés tels que des subventions aux intrants¹⁹.

Figure 9. Indice d'orientation agricole des dépenses publiques (2002-2019)



Source: Auteurs du présent document, sur la base de FAOSTAT, consulté au moyen du [tableau de bord interactif des données relatives au rapport sur L'avenir de l'alimentation et de l'agriculture](#).

Note: Les pays à revenu élevé ne sont pas inclus dans les agrégats sous-régionaux. L'indice d'orientation agricole est défini comme étant le rapport entre la part des dépenses publiques consacrées à l'agriculture et la valeur ajoutée agricole en proportion du PIB, étant entendu que le terme «agriculture» recouvre l'agriculture en tant que telle, mais aussi les forêts, la pêche et la chasse. Le graphique illustre les moyennes glissantes sur trois ans.

27. On constate également des différences sous-régionales considérables sur le plan des investissements de banques privées. Or, les investissements tant privés que publics dans le secteur agricole peuvent avoir une incidence sur l'innovation technologique et la diffusion de la mécanisation dans l'agriculture.

¹⁸ [Union africaine \(2024\). 4th CAADP Biennial Review Report 2015-2023.](#)

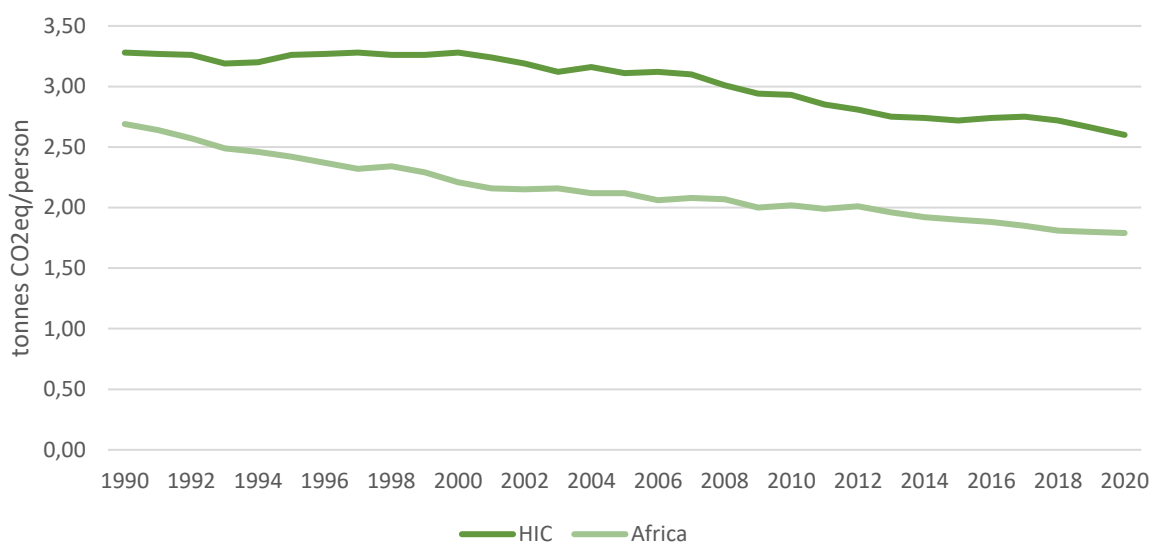
¹⁹ [Pernechele, V., Fontes, F., Baboska, R., Nkuinguoa, J., Pan, X., et Tuyushime, C. \(2021\). Public expenditure on food and agriculture in sub-Saharan Africa: trends, challenges and priorities. Rome, FAO.](#)

28. **Signaux faibles des scénarios possibles.** Bien qu'il représente une importante source de revenus en Afrique, le secteur agricole enregistre une productivité de la main-d'œuvre très inférieure à celle des secteurs non agricoles. Si le sous-financement de l'agriculture se poursuit, en particulier en ce qui concerne la recherche-développement public, il sera peut-être difficile pour ce secteur de devenir un moteur de la croissance durable, capable de fournir non seulement de la nourriture mais aussi l'énergie et les services environnementaux nécessaires. Les disparités sous-régionales, également liées à l'hétérogénéité des situations et à la dotation en ressources naturelles, pourraient ouvrir la voie à des schémas de développement différents susceptibles d'entraîner des migrations à l'intérieur du continent et vers d'autres régions du monde. En outre, l'interaction entre le développement de l'agriculture et la dynamique des secteurs non agricoles pourrait devenir l'un des principaux facteurs de l'évolution des systèmes agroalimentaires en Afrique.

Émissions de gaz à effet de serre, ressources naturelles et conflits

29. Bien que les systèmes agroalimentaires d'Afrique émettent moins de gaz à effet de serre par habitant que ceux des pays à revenu élevé et que la tendance soit à la baisse, les émissions de gaz à effet de serre pourraient grimper jusqu'à des niveaux alarmants, faute de transformation agricole et de transition vers des innovations technologiques, et compte tenu de la forte croissance démographique (**figure 10**).

Figure 10. Émissions imputables aux systèmes agroalimentaires, par habitant (tonnes d'équivalent CO₂, GWP-100 AR5/personne) en Afrique et dans les pays à revenu élevé (1990-2020)

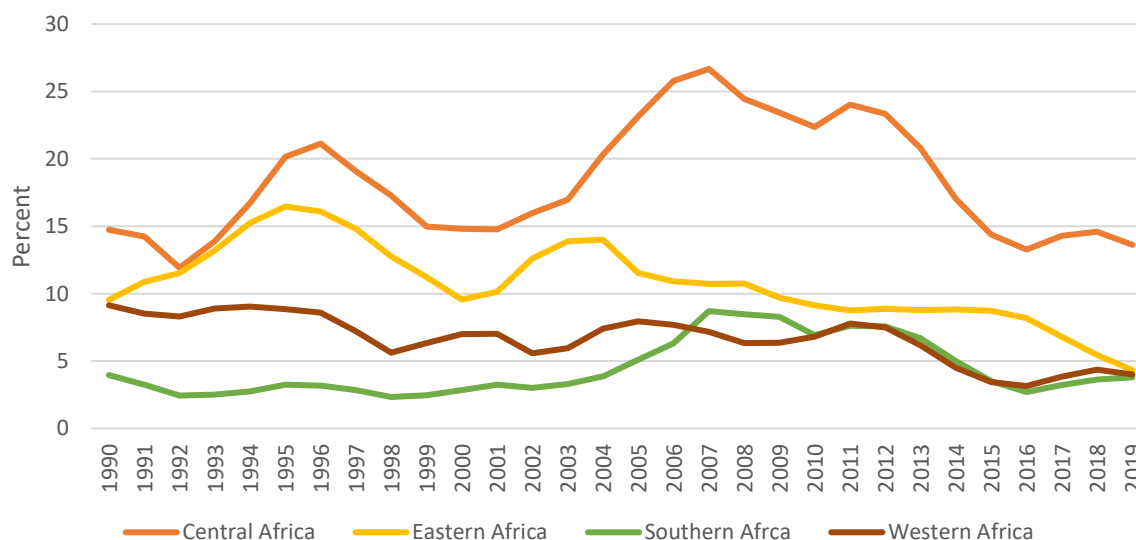


Source: Auteurs du présent document, sur la base de FAOSTAT, consulté au moyen du [tableau de bord interactif des données relatives au rapport sur L'avenir de l'alimentation et de l'agriculture](#).

Note: L'agrégat relatif à l'Afrique n'englobe pas les pays à revenu élevé. Les systèmes agroalimentaires comprennent les activités menées jusqu'à la sortie de l'exploitation, le changement d'affectation des terres, les activités avant et après production ainsi que les secteurs pris en compte dans les inventaires nationaux des gaz à effet de serre qui servent de base aux rapports adressés au titre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC). Sont exclus de l'agrégat «Afrique» le Congo, la République centrafricaine et la République démocratique du Congo car les données issues des sources d'origine n'étaient pas disponibles pour certaines périodes.

30. Les émissions, la faible productivité de l'agriculture et la croissance démographique contribuent, en particulier en Afrique centrale, à la forte pression qui s'exerce sur les ressources naturelles (**figure 11**), dont la dégradation continue pourrait constituer un obstacle non seulement pour le continent mais aussi pour l'environnement et les marchés mondiaux.

Figure 11. Épuisement des ressources naturelles en proportion (pourcentage) du RNB, par sous-région d'Afrique (1990-2019)

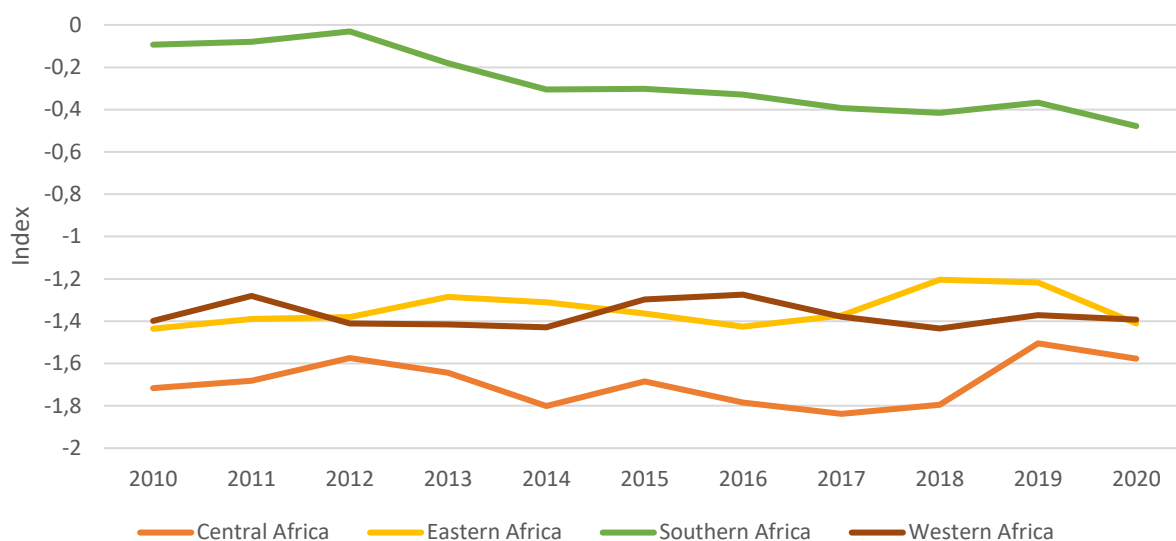


Source: Auteurs du présent document, sur la base de données de la Banque mondiale consultées au moyen du [tableau de bord interactif des données relatives au rapport sur L'avenir de l'alimentation et de l'agriculture](#).

Note: Les pays à revenu élevé ne sont pas inclus dans les agrégats régionaux et sous-régionaux. L'épuisement des ressources naturelles correspond à la somme de l'épuisement net des forêts, de l'épuisement des sources d'énergie et de l'épuisement des minerais. Le graphique illustre la moyenne glissante sur trois ans de l'indicateur correspondant à chaque agrégat sous-régional.

31. Au cours de la dernière décennie, plusieurs types de conflits reposant sur plusieurs facteurs se sont poursuivis ou ont éclaté, notamment à la suite d'actes commis par des terroristes ou des groupes armés, principalement actifs dans des zones rurales reculées de l'est, du centre et de l'ouest de l'Afrique (**figure 12**). Cette situation a entraîné un nombre croissant de décès du fait des conflits armés, des combats, ainsi que de l'instabilité et des violences politiques dans la région (**figure 13**).

Figure 12. Stabilité politique et absence de violences/terrorisme (indice), par sous-région d'Afrique (2010-2021)



Source: Auteurs du présent document, sur la base de FAOSTAT, consulté au moyen du [tableau de bord interactif des données relatives au rapport sur L'avenir de l'alimentation et de l'agriculture](#).

Note: Les agrégats sous-régionaux sont des moyennes pondérées des valeurs enregistrées au niveau des pays. Ils n'englobent pas les pays à revenu élevé. L'indice de stabilité politique et d'absence de violences/de terrorisme est une évaluation de la probabilité que le pouvoir en place soit déstabilisé ou renversé par des moyens inconstitutionnels ou violents, y compris des violences ou des actes de terrorisme motivés par des considérations politiques. Il se situe approximativement entre -2,5 (faible stabilité politique) et 2,5 (forte stabilité politique).

Figure 13. Décès (de personnes) imputables à des combats en proportion de la population totale en Afrique et dans les pays à revenu élevé (2001-2021)

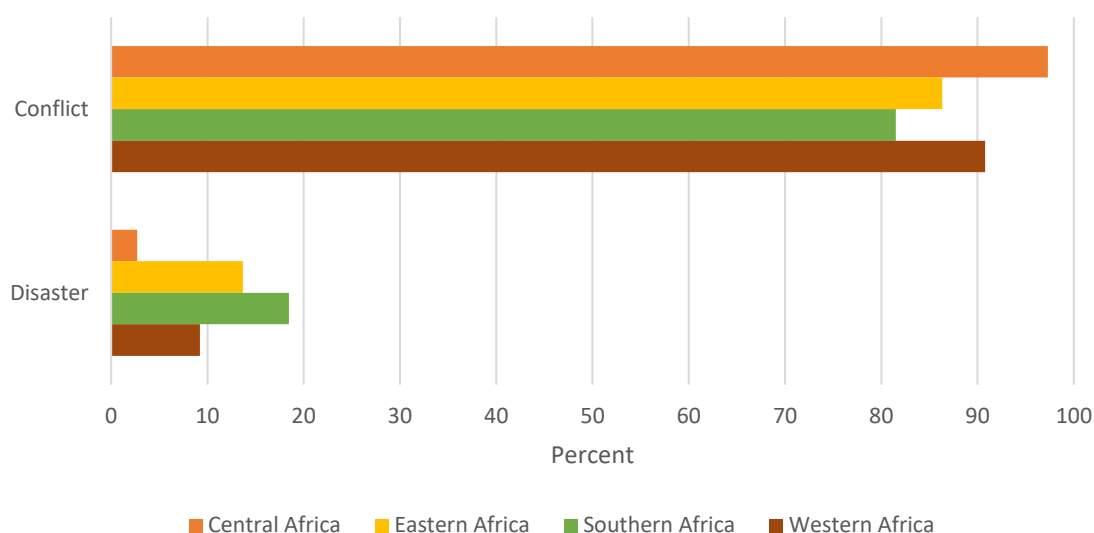


Source: Auteurs du présent document, sur la base de données de la Banque mondiale consultées au moyen du [tableau de bord interactif des données relatives au rapport sur L'avenir de l'alimentation et de l'agriculture](#).

Note: L'agrégat relatif à l'Afrique n'englobe pas les pays à revenu élevé. Les décès imputables à des combats en proportion de la population totale correspondent au nombre de personnes mortes dans des affrontements entre parties belligérantes ramené à la population totale.

32. L'une des principales conséquences des conflits et des violences est le déplacement de communautés entières à l'intérieur de leur propre pays, phénomène qui caractérise principalement le centre et l'est du continent. Cependant, en Afrique, des personnes sont aussi déplacées de force en raison de catastrophes naturelles, en particulier en Afrique de l'Est et en Afrique australe, où la gravité et la durée des sécheresses vont croissant (**figure 14**).

Figure 14. Personnes déplacées à l'intérieur de leur pays par un conflit ou une catastrophe naturelle en proportion du nombre total de déplacés internes, par sous-région d'Afrique (2020)



Source: Auteurs du présent document, sur la base des données issues de l'Internal Displace Monitoring Centre, consulté au moyen du [tableau de bord interactif des données relatives au rapport sur L'avenir de l'alimentation et de l'agriculture](#).

Note: Les pays à revenu élevé ne sont pas inclus dans les agrégats sous-régionaux. Les personnes déplacées à l'intérieur de leur pays par un conflit ou une catastrophe en proportion du nombre total de déplacés internes est la part des personnes en situation de déplacement interne en raison d'un conflit ou d'une catastrophe ramenée au nombre total de déplacés internes, sur la base des données relatives à la dernière année disponible (2020).

33. **Signaux faibles des scénarios possibles.** L'instabilité politique croissante, principalement en zone rurale, où la dégradation des ressources naturelles sous l'effet du changement climatique réduit déjà la disponibilité des terres et de l'eau, suscite de vives inquiétudes quant à l'avenir des systèmes agroalimentaires. Les conflits et les violences politiques au niveau local forcent actuellement des communautés entières à s'installer ailleurs, généralement dans des zones plus urbanisées, ce qui accroît l'insécurité et favorise une urbanisation non durable. Le fait que ces tendances se poursuivent ou non à l'avenir pourrait déterminer en grande partie l'avenir des activités économiques, la durabilité des systèmes agroalimentaires et le bien-être global de populations entières.

V. Scénarios possibles concernant l'avenir des systèmes agroalimentaires

34. L'exercice de prospective régionale s'articule autour des quatre scénarios mondiaux établis par la FAO pour l'avenir des systèmes agroalimentaires, socioéconomiques et environnementaux, qui fournissent des descriptifs plus nuancés des perspectives envisageables afin de faire ressortir les principales spécificités régionales²⁰. Les quatre scénarios de l'exercice de prospective régionale, qui se

²⁰ Dans ce contexte, l'expression «long terme» renvoie à la période allant de 2030 à 2100.

veulent la représentation paradigmatique d'un éventail quasi infini d'avenirs possibles, et qui seront affinés lors des prochaines étapes de l'exercice, sont résumés ci-après (**Tableau 2**).

Tableau 2. Descriptifs des scénarios possibles concernant l'avenir des systèmes agroalimentaires

<p>Rien ne change. Aucun investissement d'envergure n'a été réalisé en faveur de systèmes agroalimentaires durables et la pression sur les ressources naturelles s'est accrue sous l'effet du changement climatique. Les villes ont continué à croître et à se multiplier, sans que les systèmes économiques n'opèrent de transition vers les secteurs non agricoles. Les différences sous-régionales ont conduit à un développement hétérogène, stimulé par les résultats de certains pays à titre individuel. Compte tenu de la répartition inégale des éléments qui sous-tendent le bien-être, la pauvreté multidimensionnelle et les crises alimentaires sont demeurés problèmes pressants.</p>
<p>Avenir ajusté. L'agriculture est restée la principale source de revenus, mais les politiques en matière de fiscalité et de crédit ont permis d'accroître le montant des investissements dans du matériel technologique à forte productivité. La pression sur les ressources s'est légèrement allégée aussi grâce à des interventions mieux conçues et orientées vers des systèmes agroalimentaires durables et la diversification de l'économie. Néanmoins, les disparités régionales ont entravé la répartition équitable des gains économiques, compliquant encore davantage la lutte contre la pauvreté et la faim.</p>
<p>Course à l'abîme. La population a continué de croître et l'urbanisation s'est poursuivie sans transition au niveau de la structure économique. Le revenu par habitant a stagné et la pauvreté s'est ancrée, sous l'effet des disparités sous-régionales. L'agriculture est le secteur qui a le plus contribué au PIB, sans véritable amélioration de la productivité ni innovation technologique. Les ressources naturelles sont demeurées un atout crucial sur le marché mondial, en dépit de leur inévitable dégradation sous l'effet cumulé du changement climatique et de pratiques agricoles non durable, des conflits exacerbés et de l'aggravation des crises alimentaires. Le déplacement forcé de communautés entières à l'intérieur de leur propre pays a mis à mal la sécurité interne, favorisant une urbanisation non réglementée, inégale et non durable dans des zones où le marché de l'emploi était saturé.</p>
<p>Choix de la durabilité. La transformation de la géopolitique et des dynamiques de pouvoir a redéfini le modèle de développement en mettant l'accent sur les systèmes agroalimentaires durables. La société a encouragé l'inclusion, grâce à une coopération interinstitutionnelle et une gouvernance renforcées. La prise de décision ne s'est pas limitée aux considérations économiques, en faisant valoir la sensibilisation, l'éducation et l'égalité des genres afin de lutter contre la pauvreté et la faim. Des organisations multilatérales ont participé à l'équilibre géopolitique et aidé les pays et territoires les moins avancés à rattraper leur retard. Les pays ont adopté des modèles économiques intégrés qui mettent l'accent sur la préservation de l'environnement et la transition vers une économie à bas carbone. La promotion d'aliments nutritifs et de pratiques agricoles intégrées et résilientes face aux aléas climatiques a permis d'assurer la sécurité alimentaire. Les prix des produits alimentaires ont pris en compte les externalités. Grâce à des investissements publics, la recherche-développement et la population ont pu tirer parti de l'intelligence artificielle et d'informations gratuites. Des politiques fiscales bien conçues et des prix alimentaires stables ont permis de garantir une alimentation saine.</p>

VI. Déclencheurs de transformation, solutions stratégiques et arbitrages

Déclencheurs de transformation et solutions stratégiques

35. Pour favoriser la durabilité et la résilience des systèmes agroalimentaires, la FAO a défini quatre domaines prioritaires mondiaux, ou «déclencheurs de transformation», sur lesquels doivent reposer des stratégies, des politiques et des changements de comportement appropriés: i) institutions et gouvernance; ii) sensibilisation des consommateurs (citoyens); iii) répartition des revenus et des richesses; et iv) technologies et approches novatrices (**figure 1**, partie supérieure). Grâce à leur

potentiel de transformation, ces déclencheurs devraient influencer sur l'ensemble des systèmes agroalimentaires. En fonction de leur activation ou de leur désactivation, l'avenir pourrait ressembler à l'un des quatre scénarios de référence présentés dans le **tableau 3**, tandis que les *quatre améliorations* auxquelles aspire la FAO – *améliorations de la production, de la nutrition, de l'environnement et des conditions de vie* – pourraient se concrétiser ou ne plus être d'actualité (**figure 15**).

Tableau 3. Déclencheurs de transformation dans d'autres scénarios

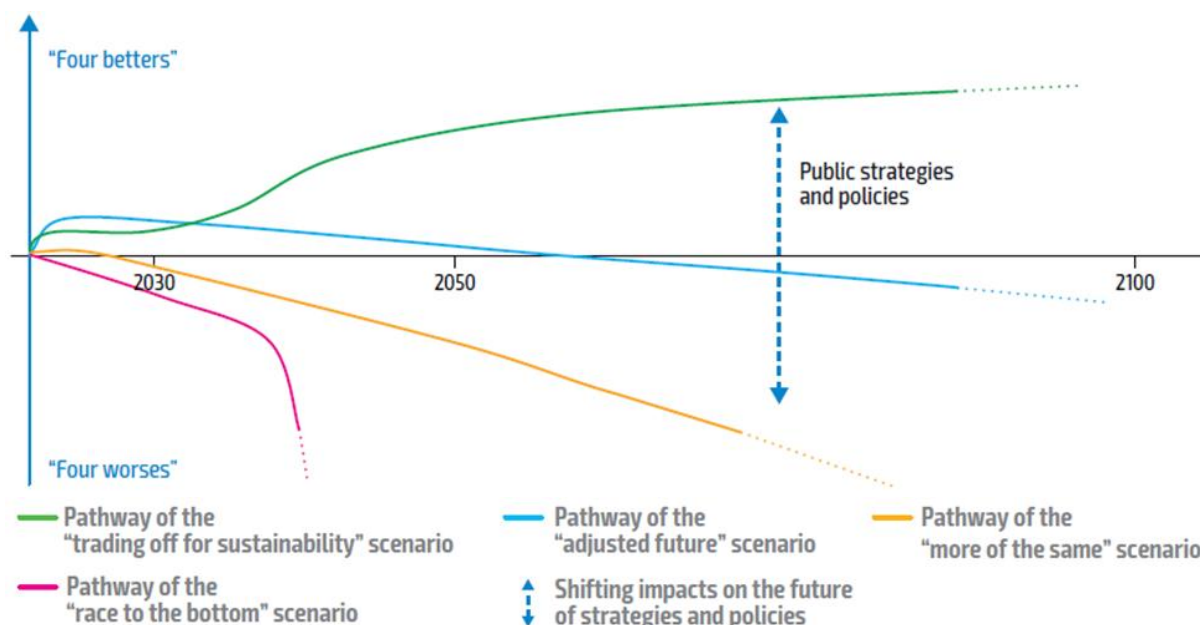
	Institutions et gouvernance	Sensibilisation des consommateurs (citoyens)	Répartition des revenus et des richesses	Technologies et approches novatrices
Rien ne change	Mauvaise gouvernance des questions mondiales; confusion des rôles entre le secteur public et le secteur privé	Des approches parcellaires adoptées par quelques groupes n'ont qu'un effet limité, voire inexistant, sur la transformation.	Les inégalités, la faim, l'extrême pauvreté ne sont pas traitées; il existe des disparités entre les pays à revenu élevé et ceux à revenu faible.	Selon le modèle actuel (technologie à grande échelle et à faible coefficient de main-d'œuvre) CC 2100: 3+
Avenir ajusté	Mise en œuvre partielle du Programme 2030; des organismes privés remplissent des fonctions publiques.	Des groupes de pression fragmentés se concentrent sur le bien-être de certaines couches de la société ou de certains pays à faible revenu.	Actions volontaristes visant à lutter contre les situations les plus graves; faiblesse des systèmes fiscaux	Principalement selon le modèle actuel; survie de la petite agriculture CC 2100: 3-
Course à l'abîme	Vision à court terme, affaiblissement des règles, collusion entre les pouvoirs publics et les élites	Le blanchiment écologique et le blanchiment social induisent les consommateurs en erreur; aucun système n'accorde d'importance aux citoyens.	Pas de taxe, pas de service – «sociétés stratifiées»; pauvreté accentuée dans les pays à revenu élevé et ceux à revenu faible ou intermédiaire	Domination des économies extractives fondées sur des ressources épuisables CC 2100: 4+
Choix de la durabilité	Gouvernance mondiale des phénomènes planétaires; répartition des pouvoirs; rôles clairement définis	Les consommateurs renoncent à la consommation finale pour investir dans la transformation;	Système fiscal performant, prise en compte de nouveaux paramètres en	Domination des stratégies efficaces en faveur de l'économie circulaire CC 2100: 2-

		les pays à revenu élevé concèdent de l'espace aux pays à revenu faible en ce qui concerne l'utilisation des ressources.	matière de bien-être; moins de fuites économiques pour les pays à revenu faible
--	--	---	---

Note: CC 2100: «3+» signifie que le scénario est compatible avec une augmentation supérieure à 3 degrés Celsius (°C) de la température moyenne mondiale par rapport à la période préindustrielle d'ici à 2100, en raison du changement climatique. Par analogie, 3-, 4+ et 2- correspondent respectivement à une baisse de 3°C, à une hausse de 4°C et à une baisse de 2°C.

Source: D'après FAO. 2022. *The future of food and agriculture – Drivers and triggers for transformation*. Rome. <https://www.fao.org/3/cc0959en/cc0959en.pdf>.

Figure 15. Scénarios, stratégies publiques et politiques au service de la transformation



Source: FAO. 2022. *The future of food and agriculture – Drivers and triggers for transformation*. Rome. <https://www.fao.org/3/cc0959en/cc0959en.pdf>.

36. Des consultations régionales d'experts ont permis de tirer des conclusions préliminaires quant aux nuances régionales qui caractérisent ces déclencheurs et restent à affiner dans le cadre des prochaines activités de l'exercice de prospective régionale²¹.

- a. **Institutions et gouvernance.** Les solutions stratégiques consistent à favoriser les partenariats entre les institutions, les entreprises et la société civile, à lever les obstacles politiques qui entravent l'intégration régionale et la gouvernance responsables de droits fonciers inclusifs. Ces éléments sont primordiaux pour réduire les risques liés à la décarbonation.
- b. **Sensibilisation des consommateurs (citoyens).** Il est vital d'éduquer pour sensibiliser les consommateurs et de mobiliser les jeunes. Les stratégies à long terme prévoient que l'on apporte des modifications aux programmes scolaires afin de favoriser la réflexion critique et

²¹ Les options stratégiques, les politiques et les investissements permettant d'activer ces déclencheurs au niveau mondial sont présentés à la troisième partie du document FAO, 2022. *The future of food and agriculture – Drivers and triggers for transformation*. Rome.

les choix alimentaires sains. En outre, il conviendrait de mener des campagnes sur des thèmes spécifiques, notamment sur l'étiquetage des denrées alimentaires et l'achat direct auprès des agriculteurs.

c. **Répartition des revenus et des richesses.** Les mesures principales consisteraient à reformuler les politiques budgétaires, à renforcer l'inclusion et la résilience au moyen de programmes de protection sociale, à promouvoir l'emploi et motiver les femmes et les jeunes ruraux, à faciliter l'accès aux mécanismes financiers et aux dispositifs d'assurance récolte, à créer des liens entre le secteur agroalimentaire et d'autres secteurs tels que le tourisme, la santé et l'énergie et à développer les infrastructures pour soutenir les marchés locaux. Les activités économiques numériques et émergentes offrent des possibilités dans l'optique de cette transformation.

d. **Technologies et approches novatrices.** Les options stratégiques consistent à améliorer l'information et les systèmes de communication ruraux pour faciliter l'accès des petites et moyennes entreprises et des petits agriculteurs à la science et aux innovations, à favoriser les innovations fondées sur des technologies mobiles, notamment l'information en temps réel sur les prix et le marché, les prévisions météorologiques et la détection d'organismes nuisibles et de maladies, à promouvoir l'agriculture de précision et l'agriculture tenant compte de la nutrition et à accroître la recherche et l'innovation, ainsi que les incitations en faveur de l'agriculture climato-intelligente, de l'agroécologie et de l'agriculture régénératrice.

Arbitrages et modèles de transformation

37. Dans le cadre de la transformation des systèmes agroalimentaires, il est préférable d'opter pour des solutions qui bénéficient à toutes les parties. Toutefois, il faudra très certainement trouver les justes arbitrages entre des objectifs susceptibles d'être contradictoires, comme il est souvent ressorti des consultations d'experts relatives à l'exercice de prospective régionale. Il s'agit, par exemple, de pouvoir concilier la réduction des émissions de gaz à effet de serre visant à atténuer le changement climatique et la réalisation d'autres cibles clés des ODD comme l'éradication de la faim, conformément au scénario «choix de la durabilité». Les actions qui doivent permettre de trouver un équilibre et d'opérer les bons arbitrages seront sans doute prises en compte dans les initiatives menées à tous les niveaux, comme l'indique la feuille de route mondiale de la FAO visant à atteindre l'ODD 2 sans dépasser le seuil de 1,5 °C (**encadré 1**).

Encadré 1. Atteindre l'ODD 2 sans dépasser le seuil de 1,5 °C: une feuille de route mondiale

La feuille de route mondiale de la FAO²² visant à éradiquer la faim sans dépasser le seuil de réchauffement climatique fixé à 1,5 °C comprend un processus s'étalant sur trois ans, dont le point de départ est la 28^e session de la Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP28), qui a été organisée en 2023 et pendant laquelle une vision globale des limites rencontrées par les systèmes agroalimentaires actuels et un diagnostic de ce qui n'a pas fonctionné jusqu'à présent en matière de transformation des systèmes agroalimentaires ont été présentés. Puis, la vision globale, qui suppose des théories et des pratiques de changement à l'échelle mondiale, évolue pour aboutir à la définition des actions requises au niveau régional et des solutions liées aux coûts et au financement (grâce à la modélisation quantitative), qui seront débattues lors de la COP29. Le rapport se conclut par l'établissement de plans d'action nationaux et de mécanismes de financement et de suivi au niveau national, d'ici à la COP30. La feuille de route porte également sur la manière d'intégrer l'assistance technique dans les stratégies tout en favorisant des plans d'investissement durables.

La feuille de route mondiale présente 120 actions, réparties dans 10 domaines et assorties de 20 jalons mondiaux permettant de suivre les progrès accomplis en ce sens. Ensemble, ces actions dessinent un chemin cohérent, qui part de la situation actuelle et s'oriente rapidement vers une trajectoire semblable au scénario «avenir ajusté» présenté dans le rapport sur *L'avenir de*

²² <https://www.fao.org/3/cc9113en/cc9113en.pdf>.

l'alimentation et de l'agriculture, puis accélère la transformation pour se rapprocher du scénario «choix de la durabilité». En 2024, la feuille de route mondiale sera adaptée au contexte régional sur la base des travaux menés dans le cadre de l'exercice de prospective régionale²³.

38. Tout au long de leur parcours de développement, les pays à revenu intermédiaire se situent à la croisée des chemins. Ils peuvent suivre le modèle de développement non durable adopté par les pays à revenu élevé, et ainsi contribuer fortement à la dégradation des ressources naturelles, à l'aggravation du changement climatique et à l'apparition d'inégalités incontrôlables, comme dans le scénario de référence «course à l'abîme» du rapport sur *L'avenir de l'alimentation et de l'agriculture*. Ils peuvent aussi, à l'inverse, adopter des modèles de développement novateurs ouvrant des perspectives d'avenir plus durables, conformément au scénario «choix de la durabilité», surtout si les pays à revenu élevé montrent le bon exemple.

39. Si les gouvernements nationaux jouent un rôle essentiel, qui consiste à faire évoluer les systèmes agroalimentaires vers la durabilité, leurs efforts ne sauraient être isolés étant donné le caractère supranational des défis à relever, notamment les conflits internationaux, la gouvernance de la finance mondiale, le commerce et les sociétés multinationales, le changement climatique, l'appauvrissement de la biodiversité et l'épuisement des ressources. Ces questions soulignent toute la nécessité de renforcer la coopération et l'appui au niveau international.

40. Les réalisations de la FAO dans le domaine de la prospective stratégique, y compris la série phare *L'avenir de l'alimentation et de l'agriculture*, les exercices de prospective régionale et toutes les activités de prospective sectorielle menées jusqu'à présent, sont fondamentales pour que les pays utilisent les conclusions prospectives de la FAO dans leurs processus d'élaboration de politiques.

41. La complémentarité entre les analyses qualitatives et quantitatives, la modélisation aux fins de la prospective et les analyses destinées à étayer la feuille de route visant à concrétiser l'ODD 2 sans dépasser le seuil de 1,5 °C devrait alimenter à la fois les exercices menés au niveau des pays et le prochain examen du Cadre stratégique 2022-2031 de la FAO.

42. Encourager la FAO à renforcer son réseau de prospective, à participer activement aux initiatives mondiales des Nations Unies comme Futures Lab, la communauté de pratique en matière de prospective et le Sommet de l'avenir, et contribuer aux bilans communs de pays et à d'autres cadre de coopération des Nations Unies aidera l'Organisation à se placer au cœur des processus stratégiques porteurs de transformation.

43. La participation active des membres aux exercices de prospective régionale en cours offre une possibilité concrète de fournir des indications sur les moteurs prioritaires des systèmes agroalimentaires et les déclencheurs de leur transformation dans la région et les sous-régions, de sorte que les particularités sous-régionales et nationales soient dûment prises en compte, et de favoriser l'appropriation des conclusions de la prospective stratégique.

44. La FAO prendra note de toute orientation émanant de la Conférence régionale et d'autres organes directeurs en ce qui concerne la prospective stratégique, afin de concrétiser les *quatre améliorations* et les ODD.

²³ Pour en savoir plus, consultez la page suivante: <https://www.fao.org/interactive/sdg2-roadmap/en/> (en anglais).